

c) de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Brandveiligheidscertificaten en vereenvoudigde keuringscertificaten die in toepassing van het vorige Wetboek zijn verleend, blijven geldig tot hun vervaldatum.”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 23 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 3 wordt vervangen door wat volgt:

“In afwijking van het eerste lid, wat de vakantiedorpen betreft, wanneer deze worden geacht gecertificeerd te zijn, een periode van achttien maanden vanaf de eerste dag van inwerkingtreding van dit decreet is toegestaan voor de certificering.”;

2° in lid 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “zes” wordt vervangen door het woord “achttien”;

b) de woorden “toeristische logies” worden vervangen door de woorden “betreffende vakantiedorp”;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

“§ 2. De toeristische logiezen die onder artikel 503.D., 3°, van het vorige Wetboek zijn toegelaten, worden geacht gecertificeerd te zijn als “toeristische campings” overeenkomstig paragraaf 1, op voorwaarde dat ze over een geldig brandveiligheidscertificaat of een vereenvoudigd keuringscertificaat beschikken.”.

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 2025.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 mei 2025.

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Vice-Minister-President en Minister van Ruimtelijk Beleid, Infrastructuur,
Mobiliteit en Plaatselijke Besturen,
F. DESQUESNES

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Industrie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Volksgezondheid, Leefmilieu, Solidariteit en Sociale Economie,
Y. COPPIETERS

De Minister van Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Sportinfrastructuur,
J. GALANT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,
V. LESCRENIER

De Minister van Energie, Lucht-Klimaatplan, Huisvesting en Luchthavens,
C. NEVEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
A.-C. DALCQ

Nota

(1) Zitting 2024-2025.

Stukken van het Waals Parlement 228 (2024-2025) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 28 mei 2025

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2025/004235]

22 MAI 2025. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code wallon du Tourisme, partie réglementaire

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le Code wallon du Tourisme, les articles D.II.5, § 1^{er}, alinéa 2, D.III.16, § 1^{er}, 4°, D.III.20, D.III.23, § 2, D.III.24, alinéas 1^{er}, 3 et 4, D. III.31, § 3, alinéa 2, D.III.38, alinéa 2, D.III.39, D.III.48, § 2, alinéas 2 et 5, D.III.50, § 1^{er}, alinéa 2, D.III.51, D.III.57, alinéas 1^{er} et 2, D.III.59, D.III.63, alinéas 1^{er} et 2, D.III.64, alinéa 2, D.III.66, D.III.68, D.III.69, D.III.72, D.III.73, alinéa 2, D.III.75, alinéa 3, D.III.77, alinéa 1^{er}, D.III.92, §§ 2, alinéa 1^{er}, et 3, D.III.93, § 2, D.III.94, alinéa 2, D.III.105, alinéa 3, D.III.106, alinéa 1^{er}, D.IV.10, D.IV.12, D.IV.15, D.IV.16, D.IV.18, D.IV.20, D.IV.22, alinéa 1^{er}, D.IV.23, D.IV.25, D.IV.27, D.IV.29, D.IV.30, D.IV.32, D.IV.34, D.IV.36, D.IV.41, D.IV.56, D.IV.57, D.IV.58, alinéa 1^{er}, D.IV.59, D.IV.76, alinéas 1^{er}, 2°, et 3, D.IV.77, alinéa 2, D.IV.78, alinéa 1^{er}, D.IV.79, D.IV.85, D.IV.86, D.IV.88, D.IV.90, D.IV.91, alinéa 1^{er}, D.IV.92, alinéa 1^{er}, D.IV.107, D.IV.122, D.IV.124, D.IV.127, § 1^{er}, alinéa 2, D.IV.128, D.IV.132, alinéa 2, D.IV.135, § 4, alinéa 1^{er}, et D.V.3, § 7 ;

Vu le Code wallon du Tourisme, partie réglementaire ;

Vu le rapport du 28 novembre 2024 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 11 décembre 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2024 ;

Vu l'avis n° CT.25.006.AV du Conseil du Tourisme, donné le 7 février 2025 ;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 31 janvier 2025 ;

Vu l'avis 77.593/2 du Conseil d'État, donné le 25 avril 2025, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n°1612 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 18 février 2025 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du Code wallon du Tourisme, l'article 4, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 novembre 2024 ;

Sur la proposition de la Ministre du Tourisme ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article R.II.5-1 du Code wallon du tourisme, partie réglementaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, les mots « non contractuel » sont remplacés par le mot « contractuel » ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et de désengager » sont remplacés par les mots «, de désengager et d'exiger le remboursement de » ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« Délégation est accordée au directeur général pour approuver, liquider ou désengager les dépenses en matière de subvention quel que soit le montant. » ;

c) dans l'alinéa 3, les mots «, approuver, liquider ou désengager » sont abrogés ;

d) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 3, et l'alinéa 4 :

« Délégation est accordée au directeur général pour approuver, liquider et désengager toutes les dépenses de fonctionnement et les dépenses imputables sur les articles de base de classe 12, 72, et 74, du budget de Tourisme Wallonie, autres que celles relatives aux marchés publics, quel que soit le montant. » ;

e) l'alinéa 5, est complété par les mots « jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade :

1° au directeur général : 50.000 euros ;

2° au directeur général adjoint : 25.000 euros » ;

f) dans l'alinéa 6, les modifications suivantes sont apportées :

(1) le mot « approuver, » est inséré entre le mot « pour » et le mot « liquider » ;

(2) sont abrogés les mots « jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade :

1° au directeur général : 50.000 euros ;

2° au directeur général adjoint : 25.000 euros. » ;

(3) l'alinéa est complété par les mots « quel que soit le montant. » ;

g) dans l'alinéa 8, les mots « ou égal » sont insérés entre les mots « est inférieur » et les mots « à 25.000 euros » ;

h) dans l'alinéa 9, les mots «, au directeur général adjoint » et le mot « présent » sont abrogés ;

i) dans l'alinéa 10, 7°, les mots « et approuver » sont abrogés ;

j) dans l'alinéa 11, le mot « approuver, » est inséré entre le mot « pour » et le mot « liquider » ;

k) dans l'alinéa 12, le mot « Délégation » est remplacé par les mots « Sans préjudice des délégations prévues à l'article R.II.5-1, § 2, alinéa 2, délégation ».

Art. 2. Dans l'article R.III.16-2 du même code, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Tourisme Wallonie ».

Art. 3. Dans l'article R.III.20, § 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Tourisme Wallonie notifie le constat de l'existence d'un motif de retrait de la certification par envoi certifié à l'exploitant et l'invite à présenter ses moyens de défense dans les quarante-cinq jours de la réception de la notification ou à se mettre en conformité dans le délai fixé par Tourisme Wallonie. » ;

b) l'alinéa 2 est abrogé ;

c) à l'alinéa 7, les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 1^{er} » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « alinéa 6 » et les mots « alinéas 7 » sont respectivement remplacés par les mots « alinéa 5 » et « alinéa 6 ».

Art. 4. Dans l'article R.III.23 du même code, les mots « à l'article D.III.23, § 1^{er}, 1° » sont remplacés par les mots « à l'article D.III.23, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ».

Art. 5. Dans l'article R.III.24-1 du même Code, les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « Tourisme Wallonie ».

Art. 6. Dans l'article R.III.24-2 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « le délai fixé par le Ministre, de maximum trente jours » sont remplacés par les mots « un délai de trente jours » ;

b) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le candidat exploitant rectifie valablement son enregistrement dans le délai visé à l'alinéa 2, Tourisme Wallonie en accuse réception. » ;

2° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 7. Dans l'article R.III.31-4 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « à l'article R.III. 31-2 » sont remplacés par les mots « à l'article R.III. 31-3 » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, 2°, le mot « maximal » est inséré entre le mot « délai » et les mots « de décision » ;

3° dans l'alinéa 4, les mots « à compter de la prise de connaissance de l'accusé de réception » sont insérés entre les mots « délais de trois jours » et les mots « , par envoi » ;

4° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« À défaut d'avis rendus dans les délais requis, la Chambre de recours peut poursuivre la procédure. ».

Art. 8. Dans l'article R.III.38 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

2° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« visé à l'article D.III.38 » ;

3° les alinéas 5 et 6 sont remplacés par trois alinéas rédigés comme suit :

« Tourisme Wallonie peut préciser les règles relatives à la visibilité de l'écusson.

Nul ne peut reproduire l'écusson, sauf Tourisme Wallonie s'il est perdu ou dégradé.

Si l'écusson est perdu ou dégradé, l'exploitant adresse, par envoi simple, à Tourisme Wallonie une demande de reproduction de l'écusson et, le cas échéant, restitue l'écusson dégradé selon les règles visées à l'alinéa 9. » ;

4° à l'alinéa 7, le mot « prise » est remplacé par le mot « définitive ».

Art. 9. Dans l'article R.III.39 du même code, les mots « Tourisme Wallonie » sont remplacés par les mots « le Ministre ».

Art. 10. L'article R.III.48-3 du même code est abrogé.

Art. 11. L'article R.III.48-4 du même code est abrogé.

Art. 12. L'article R.III.50 du même code, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, est complété par deux paragraphes rédigés comme suit :

« § 2. Tout projet de renouvellement du plan d'action quadriennal est adressé à Tourisme Wallonie au plus tard cent quatre-vingts jours avant l'échéance du précédent plan d'action quadriennal.

Tourisme Wallonie accuse réception du projet et informe l'association ou le centre non affilié des éventuelles modifications ou compléments à y apporter.

Tourisme Wallonie renouvelle le plan d'actions quadriennal de l'association au plus tard trente jours avant l'échéance du précédent plan d'action quadriennal.

§ 3. Tout projet d'adaptation du plan d'actions quadriennal est adressé à Tourisme Wallonie.

Tourisme Wallonie accuse réception du projet endéans les 10 jours de sa réception.

Tourisme Wallonie adapte le plan d'actions quadriennal dans un délai de soixante jours à dater de l'accusé de réception, visé à l'alinéa 2, et notifie sa décision à l'ASBL concernée par envoi certifié. ».

Art. 13. Dans l'article R.III.51-2 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 3, le mot « dans » est inséré entre le mot « manquantes » et les mots « les quinze » ;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « les trente jours de la demande de Tourisme Wallonie » sont remplacés par les mots « le délai fixé par le Ministre » ;

3° le paragraphe 5, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Tourisme Wallonie notifie sa décision, par envoi certifié, dans un délai fixé par le Ministre. ».

Art. 14. Dans l'article R.III.57 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots « inférieur à » sont remplacés par les mots « de maximum » ;

b) l'alinéa 2 est complété par les mots « , 2° » ;

2° l'article est complété d'un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« Par la notion de proximité immédiate telle que visée aux paragraphes 1^{er}, 4°, b., et 2, 4°, b, il y a lieu d'entendre 'la capacité pour la personne concernée de pouvoir se rendre sur le lieu de l'endroit de camp en moins de 20min en voiture' ».

Art. 15. L'article R.III.59 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.III.59. L'apposition de l'écusson visé à l'article D.III.59 est obligatoire.

Le Ministre fixe le modèle d'écusson.

L'écusson mentionne le label autorisé « Endroit de camp ». Il est apposé visiblement sur le bâtiment labellisé et à proximité de l'entrée principale.

Sans préjudice de l'alinéa 4, lorsqu'un bâtiment abrite plusieurs endroits de camp bénéficiant du label, un seul et unique écusson est apposé à proximité de l'entrée principale.

Tourisme Wallonie peut préciser les règles relatives à la visibilité de l'écusson.

Dans les trente jours de la notification de la décision de Tourisme Wallonie lorsqu'elle ne fait pas l'objet d'un recours ou, de la décision définitive sur recours relative au retrait du label, l'exploitant restitue l'écusson à Tourisme Wallonie.

Dans les trente jours de la renonciation volontaire à l'utilisation du label, l'exploitant restitue l'écusson à Tourisme Wallonie.

La restitution s'opère par envoi certifié à Tourisme Wallonie, à l'adresse de l'organisme agréé. ».

Art. 16. Dans l'article R.III.63-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Tourisme Wallonie ou de » sont abrogés ;

b) l'alinéa est complété par les mots « visé à l'article D.III.66 » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 3, les mots « Tourisme Wallonie ou de » sont abrogés ;

3° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux alinéas 1^{er} et 2, les mots « Tourisme Wallonie ou » sont abrogés ;

b) à l'alinéa 3, les mots « Tourisme Wallonie ou à » sont abrogés ;

c) à l'alinéa 4, les mots « Tourisme Wallonie ou » sont abrogés ;

4° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « Tourisme Wallonie ou » sont abrogés ;

5° dans le paragraphe 5, les mots « à Tourisme Wallonie ou » sont abrogés ;

6° dans le paragraphe 6, les mots « Tourisme Wallonie ou » sont abrogés.

Art. 17. Dans l'article R.III.63-2 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « de l'autorisation » sont remplacés par les mots « du label » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « à Tourisme Wallonie ou » et les mots « Tourisme Wallonie ou » sont abrogés ;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « à Tourisme Wallonie ou » sont abrogés.

Art. 18. Dans l'article R.III.64 du même code, les mots « L'attestation de délivrance du label est apposée » sont remplacés par les mots « Le label est apposé » et le mot « placée » est remplacé par le mot « placé ».

Art. 19. Dans l'article R.III.65-1, § 2, le mot « alinéa 6 » est remplacé par « alinéa 7 ».

Art. 20. L'article R.III.66 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.III.66. L'organisme agréé assure le contrôle des hébergements labellisés sur une base trisannuelle. ».

Art. 21. Dans l'article R.III.68 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 2, les mots « de sa parution à l'adresse mentionnée dans l'appel » sont remplacés par les mots « fixée dans l'appel à candidature » ;

b) dans l'alinéa 3, les mots « Dans un délai de vingt jours à dater de la clôture de l'appel, » sont abrogés ;

2° l'article est complété d'un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Dans les limites fixées par l'article D.III.67 et au plus tard 4 mois avant l'expiration de son agrément, l'organisme agréé peut adresser, par envoi certifié, une demande de prorogation de son agrément au Ministre et y joint toutes les informations et documents utiles tels que définis par le Ministre.

Le Ministre statue sur la prorogation et notifie sa décision à l'organisme agréé dans les trois mois de la complétude de la demande.

La demande de prorogation est rejetée s'il apparaît que l'organisme agréé ne remplit plus les conditions visées à l'article R.III.68, § 1^{er}, ou ne s'est pas conformé aux obligations visées aux articles D.III.66 et D.III.70.

Afin d'assurer une continuité de gestion, l'organisme dont l'agrément est venu à expiration peut poursuivre sa mission aussi longtemps que la décision relative à la demande de prorogation de l'agrément n'a pas été notifiée par le Ministre. ».

Art. 22. Dans l'article R.III.72 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « services d'incendie » sont remplacés par les mots « zones de secours » ;

2° au paragraphe 3, les mots « par un organisme agréé » sont remplacés par les mots « selon les règles décrites à l'annexe 9 » ;

3° au paragraphe 6, les mots « alinéas 5 à 7 » sont remplacés par les mots « alinéa 6 ».

Art. 23. Dans l'article R.III.73 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « au sens des points 1.4 des annexes 10, 11, 12 et 13 » sont abrogés et le mot « également » est inséré entre les mots « annexe 14 sont » et les mots « d'application » ;

2° à l'alinéa 4, les mots « les meublés de tourisme » sont remplacés par les mots « les endroits de camps ».

Art. 24. Dans l'article R.III.75 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « aux normes de sécurité spécifiques » sont insérés entre le mot « dérogation » et le mot « suspend » et les mots « de l'article R.III.72 » sont remplacés par les mots « du présent article » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « au service d'incendie » sont remplacés par les mots « à la zone de secours » ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « le cas échéant » sont remplacés par les mots « si elle existe » ;

b) à l'alinéa 8, les mots « alinéa 6 » sont remplacés par les mots « alinéa 7 ».

Art. 25. Dans l'article R.III.77 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Les hébergements touristiques situés dans un même bâtiment et dont la capacité maximale additionnée est inférieure à dix personnes avec une occupation nocturne limitée au niveau 0 et +1 peuvent être exploités s'ils possèdent chacun l'attestation de contrôle simplifié visée à l'article D.III.77. Cette section ne s'applique pas si l'hébergement bénéficie d'une attestation de sécurité-incendie au sens de l'article R.III.72. » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « délivré par un organisme agréé » sont abrogés.

Art. 26. L'article R.III.92-1 du même code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Tourisme Wallonie informe les concepteurs d'itinéraires permanents et de produits d'itinérance permanent des obligations relatives aux techniques d'implantation des balises. ».

Art. 27. Dans l'article R.III.92-2 du même code, les mots « ou des produits d'itinérance permanents » sont insérés entre les mots « itinéraires permanents » et les mots « à vocation ».

Art. 28. L'article R.III.93 du même code, les mots « à l'exception des parties relevant de la voie publique, » sont insérés avant les mots « le concepteur d'un itinéraire ».

Art. 29. Dans l'article R.III.94, § 2, alinéa 4, du même code, les mots « de subvention » sont remplacés par les mots « d'autorisation ».

Art. 30. Dans l'article R.III.105-1, § 3, alinéa 3, du même code les mots « l'éventuel » sont remplacés par l'éventuelle ».

Art. 31. L'article R.III.106 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.III.106. Le Ministre détermine les renseignements visés à l'article D.III.106, alinéa 1^{er}. ».

Art. 32. Dans l'article R.IV.10-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les modifications suivantes sont apportées ;

1) les mots « , lesquelles prennent la forme d'un estimatif détaillé de ces dépenses » sont insérés entre le mot « envisagées » et les mots « Le Ministre » ;

2) le 2° est complété par le mot « explicatives » ;

b) le 3° est abrogé ;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie à la fédération provinciale du tourisme, par envoi certifié, dans un délai que fixe le Ministre.

En l'absence de décision dans le délai prescrit, la demande de subvention est réputée non approuvée. ».

Art. 33. Dans l'article R.IV.12-1, § 3, du même code, le 5° est abrogé.

Art. 34. Dans l'article R.IV.15-1, § 2, alinéa 2, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les modifications suivantes sont apportées ;

(1) les mots « , lesquelles prennent la forme d'un estimatif détaillé de ces dépenses » sont insérés entre le mot « envisagées » et les mots « Le Ministre » ;

(2) le 2° est complété par le mot « explicatives » ;

b) le 3° est abrogé.

Art. 35. Dans l'article R.IV.15-2, § 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie à la maison du tourisme, par envoi certifié, dans un délai que fixe le Ministre. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 36. Dans l'article R.IV.16, alinéa 2, du même code, les mots « annexe 9 » sont remplacés par les mots « annexe 18 ».

Art. 37. Dans l'article R.IV.18, § 3, du même code, le 5° est abrogé.

Art. 38. Dans l'article R.IV.20-1, § 1^{er}, 2°, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) au a), les modifications suivantes sont apportées :

(1) dans la phrase liminaire, le mot « bureaux » est remplacé par les mots « locaux administratifs » ;

(2) au III., les mots « d'informations » sont abrogés ;

b) le g) est remplacé par ce qui suit :

« g) une enseigne d'identification ; » ;

c) l'alinéa est complété par un h) rédigé comme suit :

« h) un dispositif de sécurisation intérieur des locaux ou extérieur du bâtiment. » ;

2° à l'alinéa 3, les mots « et tout bien meuble qui en raison de sa fonction, peut être considéré comme immeuble par destination » sont abrogés.

Art. 39. Dans l'article R.IV.20-2, § 1^{er}, du même code, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant total des subventions visées à l'alinéa 1^{er} est limité à un plafond de 7.500 euros. ».

Art. 40. Dans l'article R.IV.21 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, le 2° est abrogé ;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 2, les mots « Pour les subventions visées à l'article R.IV.20-1, si » sont remplacés par le mot « Si » ;

3° le paragraphe 5 est abrogé.

Art. 41. Dans l'article R.IV.22 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision à la maison du tourisme, par envoi certifié, » sont insérés entre les mots « du subventionnement » et les mots « dans un délai » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes de subvention visées à l'article R.IV.20-1 dont le montant est supérieur à 25.000 euros, le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie à la maison du tourisme, par envoi certifié, dans un délai que le Ministre fixe. » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

3° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « ou de refus » sont abrogés ;

(2) les mots « et notifie sa décision à la maison du tourisme, par envoi certifié, » sont insérés entre le mot « subventionnement » et les mots « dans un délai fixé » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 42. Dans l'article R.IV.23., § 3, du même code les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « § 2 » sont remplacés par les mots « § 3 » ;

2° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 43. Dans l'article R.IV.25 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 5, les mots « D.IV.23, § 2 » sont remplacés par les mots « R.IV.23, § 2 » ;

2° au paragraphe 6, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« La subvention peut être liquidée, soit, à la maison du tourisme certifiée, soit, à un pouvoir subordonné qui dispose d'un droit de propriété ou de tout autre droit réel démembré ou d'une concession sur les locaux qui abritent la maison du tourisme, à l'exception des dépenses visées à l'article R.IV.20-2. ».

Art. 44. Dans l'article R.IV.27-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2°, alinéa 2, est complété les points g) à i) rédigés comme suit :

« g) l'installation d'un comptoir d'accueil ;

h) une enseigne d'identification ;

i) un dispositif de sécurisation intérieur des locaux ou extérieur des bâtiments. » ;

b) le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les actes et les travaux visés aux 1° et 2° ont un caractère immobilier y compris les biens immeubles par incorporation. » ;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 45. Dans l'article R.IV.27-2, § 1^{er}, du même code, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le montant total des subventions visées à l'alinéa 1^{er} est limité à un plafond de 7.500 euros. ».

Art. 46. Dans l'article R.IV.28-2, § 1^{er}, du même code, le 2° est abrogé.

Art. 47. Dans l'article R.IV.29 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision à l'office du tourisme, par envoi certifié, » sont insérés entre les mots « du subventionnement » et les mots « dans un délai » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes de subvention visées à l'article R.IV.27-1 dont le montant est supérieur à 25.000 euros, le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie à l'office du tourisme, par envoi certifié, dans un délai que le Ministre fixe. » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

3° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision à l'office du tourisme, par envoi certifié » sont insérés entre les mots « subventionnement » et les mots « dans un délai fixé » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 48. Dans l'article R.IV.30 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « D.IV.27-1 » sont remplacés par les mots « R.IV.27-1 » ;

2° au paragraphe 2, les mots « R.IV.20-2 » sont remplacés par les mots « R.IV.27-2 » ;

3° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 49. Dans l'article R.IV.32 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 4, alinéa 4, les mots « R.IV.28-2, § 1^{er}, 3° » sont remplacés par les mots « R.IV.28-2, § 1^{er}, 2° » ;

2° au paragraphe 6, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2 :

« La subvention peut être liquidée, soit, à l'office du tourisme certifié, soit, à un pouvoir subordonné qui dispose d'un droit de propriété ou de tout autre droit réel démembré ou d'une concession sur les locaux qui abritent l'office du tourisme, à l'exception des dépenses visées à l'article R.IV.27-2. ».

Art. 50. Dans l'article R.IV.34 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est abrogé ;

2° dans le paragraphe 3, le 7° est abrogé.

Art. 51. Dans l'article R.IV.36 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie à la maison du tourisme ou à l'office du tourisme, par envoi certifié, dans un délai que le Ministre fixe. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 52. Dans l'article R.IV.41-2, § 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision à la maison du tourisme ou à l'office du tourisme, par envoi certifié, » sont insérés entre le mot « subventionnement » et les mots « dans un délai » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 53. Dans l'article R.IV.56, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même code, les mots « telles que le bâtiment d'accueil ou l'espace d'accueil, les vestiaires ou douches, les espaces sanitaires, les espaces de repos, les ascenseurs, » sont abrogés.

Art. 54. Dans l'article R.IV.57, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même code, le 2° est abrogé.

Art. 55. Dans l'article R.IV.58 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision à l'attraction touristique, par envoi certifié, » sont insérés entre le mot « subventionnement » et les mots « dans un délai fixé » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes de subvention dont le montant est supérieur à 25.000 euros, le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie à l'attraction touristique, par envoi certifié, dans un délai que le Ministre fixe. » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 56. Dans l'article R.IV.59 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées :

i. le mot « liquidées » est remplacé par le mot « octroyées » ;

ii. les mots « exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée » sont remplacés par les mots « années précédentes » ;

b) à l'alinéa 6, le mot « liquidée » est remplacé par le mot « octroyée » ;

c) à l'alinéa 7, les mots « deux ans après l'engagement » sont remplacés par les mots « trois ans après l'octroi » ;

2° au paragraphe 2, alinéa 9, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « trois ans ».

Art. 57. Dans l'article R.IV.76 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 1° est abrogé ;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 10°, les mots « paragraphe 1^{er}, 6° » sont remplacés par les mots « paragraphe 1^{er}, 5° » ;

3° au paragraphe 5, alinéa 1^{er}, les mots « R.IV.71-2 » sont remplacés par les mots « R.IV.75-2 » ;

4° l'article est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. Les notions de gratuité et d'absence d'une exploitation commerciale visées à l'article D. IV. 76, alinéa 3, sont à interpréter au sens de l'absence d'une interdiction de condition d'exploitation qui permette à l'exploitant de générer une situation bénéficiaire substantielle, et ce pour autant qu'elle ne cause pas de distorsion de concurrence sur le plan intra-communautaire de l'Union européenne.

En cas de perception d'un droit d'accès, d'une mise sous concession ou d'un marché de services dans le respect de la loi sur les marchés publics, les recettes engendrées visent à couvrir les frais inhérents à la gestion, à la maintenance et à l'entretien des investissements.

Le bénéfice engendré par ces perceptions ne peut pas dépasser un maximum de dix pour cent du chiffre d'affaires de la structure d'exploitation après répartition et clôture des comptes annuels. L'opérateur s'assure que la tenue de sa comptabilité isole de manière distinctive la perception de ces recettes. ».

Art. 58. L'article R.IV.77 du même code est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Tourisme Wallonie analyse la notion « d'activités touristiques majoritairement déployées dans un ressort géographique qui dépasse la commune où est établi le demandeur » tout en tenant compte de la spécificité des actions menées et de la dimension touristique du territoire concerné.

Pour une association sans but lucratif qui réalise des activités touristiques sur un territoire d'activités d'une dimension supérieur à celle de la commune où elle est établie, les investissements touristiques qui font l'objet d'une demande de subvention peuvent s'inscrire exclusivement ou majoritairement sur le territoire communal où est établi le demandeur. ».

Art. 59. Dans l'article R.IV.78 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision au demandeur, par envoi certifié, » sont insérés entre le mot « subventionnement » et les mots « dans un délai » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes de subvention dont le montant est supérieur à 25.000 euros, le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie au demandeur, par envoi certifié, dans un délai que le Ministre fixe. » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 60. A l'article R.IV.79, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même code, les mots « D.IV.71 » sont remplacés par les mots « D.IV.74 ».

Art. 61. Dans l'article R.IV.84, § 2, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les modifications suivantes sont apportées :

a) la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit :

« les informations explicatives quant à l'objet des dépenses ou des investissements envisagés ; » ;

b) les a) à c) sont abrogés ;

2° les 5° et 6° sont abrogés.

Art. 62. Dans l'article R.IV.85 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision au demandeur, par envoi certifié, » sont insérés entre le mot « subventionnement » et les mots « dans un délai » ;

b) dans l'alinéa 2, les mots « dans le délai prescrit » sont insérés entre les mots « Tourisme Wallonie » et les mots « , la demande de subvention » ;

c) l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes de subvention dont le montant est supérieur à 25.000 euros, le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie au demandeur, par envoi certifié, dans un délai que le Ministre fixe. » ;

b) l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 63. Dans l'article R.IV.86-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots « l'article D.IV.79 » sont remplacés par les mots « l'article D.IV.83 » ;

b) dans le 2°, les mots « et pour autant que Tourisme Wallonie ait procédé à la liquidation finale des subventions précédemment destinées à l'hébergement touristique » sont abrogés ;

2° l'alinéa 2 est abrogé ;

3° l'article est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« La demande de subvention est introduite pour autant que Tourisme Wallonie a procédé à la liquidation finale des subventions précédemment destinées à l'hébergement touristique.

Les délais de trois et cinq ans visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, ne tiennent pas compte des subventions à l'hébergement octroyées en vertu du précédent Code. ».

Art. 64. Dans l'article R.IV.86-2, alinéa 2, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « factures inhérentes » sont remplacés par les mots « devis et estimatifs inhérents » ;

2° les mots « pour les hôtels de tourisme » sont abrogés.

Art. 65. Dans l'article R.IV.86-4 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « liquidées » est remplacé par le mot « octroyées » ;
- b) les mots « deux exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée » sont remplacés par les mots « trois années précédentes » ;

2° à l'alinéa 4, le mot « liquidée » est remplacé par le mot « octroyée » ;

3° à l'alinéa 5, les mots « deux ans après l'engagement » sont remplacés par les mots « trois ans après l'octroi ».

Art. 66. Dans l'article R.IV.88, § 4, alinéa 2, du même Code, le 3° est abrogé.

Art. 67. Dans le livre 4, titre 5, chapitre 2, section 1ère, du même code, il est inséré un article R.IV.90 rédigé comme suit :

« Art. R.IV.90. Sont éligibles à la subvention :

1° les travaux ou les acquisitions exigés par le service prévention de la zone de secours territorialement compétente pour mettre l'endroit de camp en conformité aux normes de sécurité-incendie ;

2° les travaux et les acquisitions immobiliers destinés à la cuisine et aux sanitaires ;

3° l'acquisition de gros électroménager et de mobilier pour un usage de première nécessité de la cuisine ;

4° l'acquisition de matériel sanitaire.

Le Ministre peut préciser les dépenses visées à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 68. Dans l'article R.IV.91 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) dans la phrase liminaire, les mots « l'article D.IV.89 » sont remplacés par les mots « l'article D.IV.89, § 1^{er}, » ;
- b) dans le 2°, les mots « le dossier, visé à l'article R.IV.88, §§ 2 et 3 » sont remplacés par les mots « les éléments visés au paragraphe 3 » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° des informations explicatives quant à l'objet des dépenses ou investissements envisagés ; » ;

b) le 5° est abrogé.

Art. 69. Dans l'article R.IV.92 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Tourisme Wallonie décide de l'octroi du subventionnement et notifie sa décision au demandeur, par envoi certifié, dans un délai fixé par le Ministre » ;

dans l'alinéa 2, les mots « dans le délai prescrit » sont insérés entre les mots « Tourisme Wallonie » et les mots « , la demande de subvention » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 70. Dans l'article R.IV.93, alinéa 2, du même code, les mots « DIV.84 » sont remplacés par les mots « R.IV.90 ».

Art. 71. Dans l'article R.IV.103, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, du même code, les mots « DIV.98 » sont remplacés par les mots « D.IV.102 ».

Art. 72. Dans l'article R.IV.104, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « visée à l'article R.III.48 » sont remplacés par les mots « reprises à l'annexe 5 » ;

2° le 2° est abrogé.

Art. 73. Dans l'article R.IV.106, § 2, du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le calcul par lit tient compte de l'ensemble des dépenses et des honoraires d'architecte visés à l'article R.IV.103, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 4° et 7°, à l'exclusion des autres honoraires visés à l'article R.IV.103, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°. ».

Art. 74. Dans l'article R.IV.107-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision au demandeur, par envoi certifié, » sont insérés entre le mot « subventionnement » et les mots « dans un délai » ;

dans l'alinéa 2, les mots « dans le délai prescrit » sont insérés entre les mots « Tourisme Wallonie » et les mots « , la demande de subvention » ;

l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes de subvention dont le montant est supérieur à 25.000 euros, le ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie au demandeur, par envoi certifié, dans un délai que le ministre fixe. » ;

dans l'alinéa 2, les mots « dans le délai prescrit » sont insérés entre les mots « Tourisme Wallonie » et les mots « , la demande de subvention » ;

l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 75. Dans l'article R.IV.122, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même code, le mot « permanents » est inséré entre les mots « produits d'itinérance » et le mot « autorisés ».

Art. 76. L'article R.IV.123 du même code est abrogé.

Art. 77. Dans l'article R.IV.124 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

dans l'alinéa 1^{er}, les mots « et notifie sa décision au demandeur, par envoi certifié, » sont insérés entre le mot « subventionnement » et les mots « dans un délai » ;

dans l'alinéa 2, les mots « dans le délai prescrit » sont insérés entre les mots « Tourisme Wallonie » et les mots « , la demande de subvention » ;

l'alinéa 3 est abrogé ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Pour les demandes de subvention dont le montant est supérieur à 25.000 euros, le ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie demandeur, par envoi certifié, dans un délai que le ministre fixe. » ;

dans l'alinéa 2, les mots « dans le délai prescrit » sont insérés entre les mots « Tourisme Wallonie » et les mots « , la demande de subvention » ;

l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 78. Dans le livre 4, titre 7, chapitre 3, du même code, il est inséré un article R.IV.124-2 rédigé comme suit :

« Art. R.IV.124-2. § 1^{er}. L'octroi de subventions est subordonné aux conditions suivantes :

1° les dépenses ou investissements faisant l'objet d'une demande de subvention doivent débiter au plus tôt à la date d'introduction de la demande, à l'exception des services d'architecte et d'assistance à maîtrise d'ouvrage liées à la conception et au suivi du projet ;

2° les itinéraires permanents et produits d'itinérance doivent être autorisés ;

3° la demande doit être introduite au plus tard dans l'année qui suit l'octroi de l'autorisation ;

4° en cas de demande de subvention pour un produit d'itinérance permanent, les équipements se situent sur des parcelles des autorités publiques.

Les conditions d'autorisation doivent être remplies au moment de l'octroi de la subvention.

Tourisme Wallonie se réserve le droit de demander l'actualisation de certaines informations reprises dans l'autorisation.

§ 2. Toute demande de subvention est introduite par la personne mandatée à cet effet auprès de Tourisme Wallonie, accompagnée des informations requises.

§ 3. La demande de subvention pour les itinéraires permanents est considérée comme complète lorsqu'elle contient au minimum :

1° le formulaire de subvention y afférent ;

2° les informations explicatives quant à :

a) l'objet des dépenses ou investissements envisagés ;

b) la finalité des dépenses ou investissements envisagés ;

c) l'intérêt ou l'opportunité touristique des dépenses ou investissements envisagés ;

d) les informations relatives à l'autorisation de l'itinéraire permanent, en ce compris une carte reprenant l'emplacement des balises et le numéro d'autorisation de l'itinéraire ;

3° l'estimatif détaillé des dépenses ou des investissements envisagés et le cas échéant, les cahiers des charges des marchés publics ;

4° le planning de réalisation des dépenses ou investissements.

§ 4. La demande de subvention pour les produits d'itinérance permanents est considérée comme complète lorsqu'elle contient au minimum :

1° le formulaire de subvention y afférent ;

2° les informations explicatives quant à :

a) l'objet des dépenses ou investissements envisagés ;

b) la finalité des dépenses ou investissements envisagés ;

c) l'intérêt ou l'opportunité touristique des dépenses ou investissements envisagés ;

d) les informations relatives à l'autorisation du produit d'itinérance permanent, en ce compris une carte reprenant l'emplacement des balises ;

3° l'estimatif détaillé des dépenses ou des investissements envisagés et le cas échéant, le(s) cahier(s) des charges du(des) marché(s) public(s) ;

4° le planning de réalisation des dépenses ou investissements ;

5° la preuve du caractère public de la parcelle de terrain qui accueille les équipements ;

6° l'approbation de la part des instances décisionnelles quant aux investissements projetés et leur engagement quant à leur réalisation.

§ 5. Le Ministre peut préciser le contenu minimal des informations visées au paragraphe 3, 2°, et au paragraphe 4, 2°, ainsi que le contenu minimal de l'estimatif visé au paragraphe 3, 3°, et au paragraphe 4, 4°.

Le Ministre peut préciser ou compléter la liste des documents à fournir au moment de la demande visés au paragraphe 3, 1° à 4°, et au paragraphe 4, 1° à 6°.

§ 6. Le demandeur produit à la demande de Tourisme Wallonie les documents de marchés publics, permis et autorisations requis, au plus tard à la première liquidation de la subvention.

§ 7. Tourisme Wallonie se réserve le droit de demander l'actualisation des informations reprises dans le dossier d'autorisation à tout moment.

§ 8. Tourisme Wallonie notifie au demandeur, par envoi certifié, le caractère recevable et le caractère complet de la demande endéans les trente jours de la réception de la demande.

Si la demande est incomplète, Tourisme Wallonie joint un relevé exhaustif des informations manquantes à la notification prévue à l'alinéa 1^{er}.

Tourisme Wallonie précise le délai pour la réception des pièces manquantes sans que ce délai ne puisse être supérieur à cent vingt jours. Tourisme Wallonie peut décider de prolonger le délai en cas de circonstances indépendantes de la volonté du demandeur pour la production des pièces manquantes.

Le demandeur transmet à Tourisme Wallonie les informations manquantes dans le délai prévu à l'alinéa 3. À défaut, la demande est réputée nulle.

Tourisme Wallonie notifie au demandeur le caractère complet ou nul de la demande dans les trente jours de la réception des informations manquantes. ».

Art. 79. Dans l'article R.IV.128 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un 7° rédigé comme suit :

« 7° aux coûts relatifs au site internet directement liés à la promotion de l'évènement. » ;

2° au paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1^{er} :

« Les frais de transport, d'hébergement, ou de restaurant sont exclus des dépenses visées au paragraphe 1^{er}, 3°. ».

Art. 80. Dans l'article R.IV.130, § 1^{er}, 1°, du même code, le mot « bénéficiaire » est remplacé par le mot « demandeur ».

Art. 81. Dans l'article R.IV.132, § 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le Ministre prend la décision relative au subventionnement et Tourisme Wallonie la notifie au demandeur, par envoi certifié, dans un délai que le Ministre fixe. » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé ;

3° à l'alinéa 6, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « liquidées » est remplacé par les mots « octroyées au bénéficiaire » ;

b) les mots « deux exercices budgétaires précédant l'exercice au cours duquel la subvention demandée serait engagée si elle est accordée » sont remplacés par les mots « trois années précédentes » ;

4° à l'alinéa 7, le mot « liquidée » est remplacé par le mot « octroyée » et les mots « alinéa 5, et le montant déterminé, conformément à l'alinéa 6 » sont remplacés par les mots « alinéa 3, et le montant déterminé, conformément à l'alinéa 4 » ;

5° à l'alinéa 8, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « alinéa 2 » sont remplacés par les mots « alinéa 3 » ;

b) les mots « deux ans après l'engagement » sont remplacés par les mots « trois ans après l'octroi ».

Art. 82. Dans l'article R.IV.135-1 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne l'alinéa 1^{er}, 2°, si la subvention visée aux articles D.IV.19, et D.IV.26 est octroyée à une maison du tourisme ou un office du tourisme constitué sous la forme d'une association sans but lucratif, un pouvoir subordonné peut constituer la garantie solidairement et indivisiblement. » ;

2° au paragraphe 2, les mots « l'opérateur » sont remplacés par les mots « le bénéficiaire ».

Art. 83. Dans le deuxième article R.V.3-2, § 1^{er}, alinéa 2, phrase liminaire, le mot « agents » est remplacé par le mot « fonctionnaires ».

Art. 84. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2025.

Art. 85. L'article 4 de l'arrêté du 16 mai 2024 portant exécution du Code wallon du Tourisme, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 novembre 2024, est modifié comme suit : les mots « à l'exception des articles R.IV.23, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, R.IV.30, § 1^{er}, alinéa 2, 1°, R.IV.59, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, § 2, alinéa 2, 3°, R.IV.79, § 1^{er}, alinéa 3, et R.IV.86-3, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, qui entrèrent en vigueur à une date postérieure » sont insérés après les mots « entrent en vigueur au 1^{er} juillet 2025. ».

Art. 86. Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mai 2025.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Recherche et du Bien-être animal,
A. DOLIMONT

La Ministre du Tourisme, du Patrimoine et de la Petite enfance,
V. LESCRENIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2025/004235]

22 MEI 2025. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het Waals Toerismewetboek, reglementair deel

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het Waals Toerismewetboek, inzonderheid op de artikelen D.II.5, § 1, lid 2, D.III.16, § 1, 4°, D.III.20, D.III.23, § 2, D.III.24, leden 1, 3 en 4, D. III.31, § 3, lid 2, D.III.38, lid 2, D.III.39, D.III.48, § 2, leden 2 en 5, D.III.50, § 1, lid 2, D.III.51, D.III.57, leden 1 en 2, D.III.59, D.III.63, leden 1 en 2, D.III.64, lid 2, D.III.66, D.III.68, D.III.69, D.III.72, D.III.73, lid 2, D.III.75, lid 3, D.III.77, lid 1, D.III.92, §§ 2, lid 1, en 3, D.III.93, § 2, D.III.94, lid 2, D.III.105, lid 3, D.III.106, lid 1, D.IV.10, D.IV.12, D.IV.15, D.IV.16, D.IV.18, D.IV.20, D.IV.22, lid 1, D.IV.23, D.IV.25, D.IV.27, D.IV.29, D.IV.30, D.IV.32, D.IV.34, D.IV.36, D.IV.41, D.IV.56, D.IV.57, D.IV.58, lid 1, D.IV.59, D.IV.76, leden 1, 2°, en 3, D.IV.77, lid 2, D.IV.78, lid 1, D.IV.79, D.IV.85, D.IV.86, D.IV.88, D.IV.90, D.IV.91, lid 1, D.IV.92, lid 1, D.IV.107, D.IV.122, D.IV.124, D.IV.127, § 1, lid 2, D.IV.128, D.IV.132, lid 2, D.IV.135, § 4, lid 1, en D.V.3, § 7;

Gelet op het Waals Toerismewetboek, reglementair deel;

Gelet op het rapport van 28 november 2024, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 december 2024;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2024;

Gelet op het advies nr. CT.25.006.AV van de Hoge Raad voor Toerisme, gegeven op 7 februari 2025;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Waalse steden en gemeenten), gegeven op 31 januari 2025;

Gelet op advies 77.593/2 van de Raad van State, gegeven op 25 april 2025, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 1612 van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 18 februari 2025;

Gelet op het besluit van de Regering van 16 mei 2024 houdende de Waalse Ambtenarencode, artikel 4, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 november 2024;

Op de voordracht van de Minister van Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. In artikel R.II.5- van het Waals Toerismewetboek, reglementair deel, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 3°, van de Franse versie worden de woorden "non contractuel" vervangen door het woord "contractuel";

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 worden de woorden "en om de terugbetaling ervan te eisen" toegevoegd na de woorden "alle bij dit besluit bedoelde uitgaven vast te leggen, goed te keuren, te vereffenen en vrij te maken";

d) tussen lid 1 en lid 2 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Er wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal om uitgaven in verband met subsidies goed te keuren, te vereffenen of vrij te maken, ongeacht het bedrag. ";

c) in lid 3 worden de woorden ", goed te keuren, te vereffenen en vrij te maken" opgeheven;

d) tussen de leden 3 en 4 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Er wordt delegatie verleend aan de directeur-generaal om alle werkingsuitgaven en uitgaven die ten laste komen van de basisartikelen 12, 72 en 74 van de begroting van "Tourisme Wallonie", met uitzondering van die welke betrekking hebben op overheidsopdrachten, goed te keuren, te vereffenen en vrij te maken, ongeacht het bedrag. ";

e) lid 5 wordt aangevuld met de woorden "'tot de bedragen die tegenover hun graad worden vermeld":

1° directeur-generaal: 50.000 euro;

2° adjunct-directeur-generaal : 25.000 euro;

f) in lid 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "goed te keuren" worden ingevoegd tussen het woord "toegestaan" en de woorden "te vereffenen";

(2) de volgende woorden worden opgeheven: "tot de bedragen die tegenover hun graad worden vermeld":

1° directeur-generaal: 50.000 euro;

2° adjunct-directeur-generaal : 25.000 euro. ";

(3) het lid wordt aangevuld met de woorden "ongeacht het bedrag";

g) in lid 8 worden de woorden "gelijk aan" ingevoegd tussen de woorden "de subsidies van minder dan" en de woorden "25.000 euro";

h) in lid 9 worden de woorden "de adjunct-directeur-generaal" opgeheven en worden de woorden "dit Wetboek" vervangen door de woorden "het Wetboek";

i) in lid 10, 7°, worden de woorden "en goed te keuren" opgeheven;

j) in lid 11 worden de woorden "goed te keuren" ingevoegd tussen het woord "overheidsopdrachten" en de woorden "te vereffenen";

k) in lid 12 worden de woorden "Er wordt delegatie verleend aan" vervangen door de woorden "Onverminderd de delegaties bedoeld in artikel R.II.5-1, § 2, tweede lid, wordt er delegatie verleend aan".

Art. 2. In artikel R.III.16-2 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "De minister" vervangen door de woorden "Tourisme Wallonie".

Art. 3. In artikel R.III.20, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen als volgt:

"Tourisme Wallonie" brengt de exploitant per aangetekend schrijven op de hoogte van het bestaan van de redenen tot intrekking van de certificering en nodigt hem uit om binnen de vijfenveertig dagen na ontvangst van de kennisgeving zijn verweermiddelen voor te leggen of zich binnen de door "Tourisme Wallonie" vastgestelde termijn in regel te stellen. ";

b) lid 2 wordt opgeheven;

c) in lid 7 worden de woorden "lid 2" vervangen door de woorden "lid 1";

2° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden "zesde lid" en "zevende lid" respectievelijk vervangen door de woorden "vijfde lid" en "zesde lid".

Art. 4. In artikel R.III.23 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel D.III.23, § 1, 1°," vervangen door de woorden "in artikel D.III.23, § 1, lid 1, 1°,".

Art. 5. In artikel R.III.24-1 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "de Minister" vervangen door de woorden "Tourisme Wallonie".

Art. 6. In artikel R.III.24-2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 worden de woorden "binnen de door de Minister vastgestelde maximumtermijn van 30 dagen" vervangen door de woorden "binnen een termijn van dertig dagen";

b) het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Wanneer de kandidaat-exploitant zijn registratie op geldige wijze corrigeert binnen de in lid 2 bedoelde termijn, bevestigt "Tourisme Wallonie" de ontvangst ervan. ";

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 7. In artikel R.III.31-4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "de in artikel R.III bedoelde verbodsbepalingen

vervangen door "de in artikel R.III 31-3 bedoelde verbodsbepalingen";

2° in paragraaf 2, lid 2, 2°, wordt het woord "beslissingstermijn" vervangen door de woorden "maximale beslissingstermijn";

3° in lid 4 worden de woorden "vanaf de datum van ontvangstbevestiging" ingevoegd tussen de woorden "binnen drie dagen" en de woorden "per gecertificeerde zending" ;

4° in paragraaf 3 wordt lid 2 aangevuld met de volgende woorden:

"Als er binnen de vereiste termijn geen advies is uitgebracht, kan de Kamer van beroep de procedure voortzetten. ".

Art. 8. In artikel R.III.38 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° het tweede lid wordt aangevuld als volgt:

"bedoeld in artikel D.III.38-2";

3° het vijfde en het zesde lid worden vervangen door drie leden, luidend als volgt:

"Tourisme Wallonie" kan regels opstellen met betrekking tot de zichtbaarheid van het schild.

Niemand mag het schild reproduceren behalve "Tourisme Wallonie" als het verloren of beschadigd is.

In geval van verlies of beschadiging van het schild richt de exploitant aan "Tourisme Wallonie" een eenvoudig verzoek om het schild te reproduceren en stuurt hij, indien nodig, het beschadigde schild terug volgens de in lid 9 bedoelde regels. ";

4° in lid 7 worden de woorden "van de beslissing" vervangen door de woorden "van de definitieve beslissing".

Art. 9. In artikel R.III.39 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Tourisme Wallonie" vervangen door de woorden "de Minister".

Art. 10. Artikel R.III.48-3 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel R.III.48-4 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel R.III.50 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met twee paragrafen, luidend als volgt:

"§ 2. Elk voorstel tot verlenging van het vierjarige actieplan moet uiterlijk honderdtachtig dagen voor het verstrijken van het vorige vierjarig actieplan naar "Tourisme Wallonie" worden gestuurd.

"Tourisme Wallonie" bevestigt de ontvangst van het project en informeert de vereniging of het niet-aangesloten centrum over de aan te brengen wijzigingen of aanvullingen.

"Tourisme Wallonie" verlengt het vierjarige actieplan van de vereniging uiterlijk dertig dagen voor het verstrijken van het vorige vierjarige actieplan.

§ 3. Elk project tot aanpassing van het vierjarige actieplan wordt voorgelegd aan "Tourisme Wallonie".

"Tourisme Wallonie" bericht ontvangst van het dossier binnen tien dagen na ontvangst ervan.

"Tourisme Wallonie" past het vierjarige actieplan aan binnen zestig dagen na de datum van de ontvangstbevestiging bedoeld in lid 2 en deelt zijn beslissing per gecertificeerde zending mee aan de betrokken VZW. ".

Art. 13. In artikel R.III.51-2 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, derde lid, van de Franse versie wordt het woord "dans" ingevoegd tussen het woord "manquantes" en de woorden "les quinze";

2° in paragraaf 4, tweede lid, worden de woorden "binnen dertig dagen na het verzoek van "Tourisme Wallonie"" vervangen door de woorden "binnen de door de Minister vastgelegde termijn";

3° in paragraaf 5 wordt het eerste lid vervangen door hetgeen volgt:

"Tourisme Wallonie" brengt zijn beslissing per gecertificeerde zending ter kennis binnen een door de Minister vastgestelde termijn. "

Art. 14. In artikel R.III.57 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "kleiner dan" vervangen door het woord "maximum";

b) in het tweede lid worden de termen ",2°" ingevoegd tussen de woorden "de in lid 1" en de woorden "vastgestelde bedragen";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 4 luidend als volgt:

"Onder het begrip onmiddellijke nabijheid, bedoeld in de paragrafen 1, 4°, b., en 2, 4°, b, moet worden verstaan "de mogelijkheid van de betrokkene om de kampplaats in minder dan 20 minuten met de auto te bereiken".

Art. 15. Artikel R.III.59 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. R.III.59. Het in artikel D.III.59 bedoelde schild moet worden aangebracht.

De Minister bepaalt het model van het schild.

Het schild vermeldt het toegelaten label "Kampplaats". Het moet op zichtbare wijze op het gelabelde gebouw en bij de hoofdingang aangeplakt worden.

Onverminderd het vierde lid en wanneer een gebouw verschillende gelabelde kampplaatsen omvat, wordt slechts één enig schild aangeplakt bij de hoofdingang.

"Tourisme Wallonie" kan regels opstellen met betrekking tot de zichtbaarheid van het schild.

Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van "Tourisme Wallonie", indien hiertegen geen beroep is aangetekend, of van de beslissing na een beroep tegen de opschorting van het label, geeft de exploitant het schild terug aan "Tourisme Wallonie".

Binnen dertig dagen nadat hij vrijwillig afstand heeft gedaan van het gebruik van het label, geeft de exploitant het schild terug aan "Tourisme Wallonie".

Het schild wordt per gecertificeerde zending teruggestuurd naar "Tourisme Wallonie". "

Art. 16. In artikel R.III.63-1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "Tourisme Wallonie" of" worden opgeheven;

b) het lid wordt aangevuld met de woorden "bedoeld in artikel D.III.66";

2° in paragraaf 2, derde lid, worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste en het tweede lid worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven;

b) in lid 3 worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven;

c) in het vierde lid worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven;

4° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven;

5° in paragraaf 5 worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven;

6° in paragraaf 6 worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven.

Art. 17. In artikel R.III.63-2 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "de vergunninghouder" vervangen door de woorden "de labelhouder";

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "naar "Tourisme Wallonie" of" en de woorden "Tourisme Wallonie" of " opgeheven ;

3° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "Tourisme Wallonie" of" opgeheven;

Art. 18. In artikel R.III.64 van dezelfde code worden de woorden "Het attest betreffende de afgifte van de label wordt op zichtbare wijze in een hermetisch raam aangeplakt" vervangen door de woorden "De label wordt op zichtbare wijze in een hermetisch raam aangeplakt" en wordt in de Franse versie het woord "placée" vervangen door het woord "placé".

Art. 19. In artikel R.III.65-1, § 2, wordt het woord "zesde lid" vervangen door "zevende lid".

Art. 20. Artikel R.III.66 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. R.III.66. De erkende instelling zorgt voor een driejarige controle op de inrichtingen voorzien van een kwaliteitslabel. "

Art. 21. In artikel R.III.68 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 2 worden de woorden "Kandidaturen moeten binnen dertig dagen na de bekendmakingsdatum worden ingediend op het in de oproep vermelde adres" vervangen door de woorden "Kandidaturen moeten worden ingediend binnen dertig dagen na de datum die in de oproep tot kandidaatstelling is vastgesteld";

b) in lid 3 worden de woorden "Binnen een termijn van twintig dagen na het sluiten van de oproep" geschrapt en vervangen door volgende zin "De Minister wijst de erkende instelling aan op grond van de criteria bedoeld in artikel D.III.69";

2° het artikel wordt aangevuld met een § 3 luidend als volgt:

"§ 3. Binnen de grenzen van artikel D.III.67 en uiterlijk 4 maanden vóór het verstrijken van de erkenning kan de erkende instelling, per gecertificeerde zending, een aanvraag tot verlenging van de erkenning indienen bij de Minister, waarbij alle relevante informatie en documenten, zoals bepaald door de minister, worden gevoegd.

De Minister beslist over de verlenging en brengt de erkende instantie op de hoogte van zijn beslissing binnen drie maanden nadat de aanvraag is afgerond.

De aanvraag tot verlenging wordt afgewezen indien blijkt dat de erkende instelling niet langer voldoet aan de voorwaarden van artikel R.III.68, § 1, of niet heeft voldaan aan de verplichtingen van de artikelen D.III.66 en D.III.70.

Om een voortzetting van het beheer te waarborgen kan de instelling, waarvan de erkenning is verjaard, evenwel haar opdracht voortzetten zolang de beslissing betreffende de aanvraag om verlenging van de erkenning niet betekend is door de Minister. "

Art. 22. In artikel R.III.72 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, worden de woorden "de brandweerdiensten" vervangen door de woorden "de hulpverleningszones";

2° in paragraaf 3 worden de woorden "van een door de erkende instelling" vervangen door de woorden "van een volgens de regels omschreven in bijlage 9";

3° in paragraaf 6 worden de woorden "leden 5 tot 7" vervangen door de woorden "lid 6".

Art. 23. In artikel R.III.73 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 2 worden de woorden "in de zin van artikel 1.4 van de bijlage 10, 11, 12 en 13," opgeheven en het woord "ook" wordt ingevoegd tussen de woorden "in bijlage 14" en de woorden "van toepassing";

2° in lid 4 worden de woorden "de gemeubileerde vakantiewoningen" vervangen door de woorden "de kampplaatsen".

Art. 24. In artikel R.III.75 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden "van de specifieke veiligheidsnormen" ingevoegd tussen het woord "afwijkingsaanvraag" en het woord "schort" en worden de woorden "artikel R.III.72" vervangen door de woorden "dit artikel";

b) in het tweede lid, worden de woorden "aan de brandweerdienst" vervangen door de woorden "aan de hulpverleningszone".

2° in paragraaf 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden "in voorkomend geval" vervangen door de woorden "indien aanwezig";

b) in lid 8 worden de woorden "lid 6" vervangen door de woorden "lid 7".

Art. 25. In artikel R.III.77 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

« § 1. De toeristische logiezen gelegen in éénzelfde gebouw en waarvan de samengetelde maximumcapaciteit lager is dan tien personen met een beperkte nachtelijke bezetting op niveau 0 en +1, mogen in bedrijf genomen worden indien zij elk beschikken over het vereenvoudigd controle-attest bedoeld in artikel D.III.77. Deze afdeling is niet van toepassing indien voor de logies een brandveiligheidsattest in de zin van artikel R.III.72 is afgegeven. »;

2° in paragraaf 2, lid 1, 1° worden de woorden "door een erkende instelling afgeleverd" opgeheven.

Art. 26. Artikel R.III.92-1 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Tourisme Wallonie informeert ontwerpers van permanente routes en permanente reisproducten over de verplichtingen met betrekking tot de technieken voor het installeren van markeringstekens. "

Art. 27. In artikel R.III. 92-2 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of permanente reisproducten" ingevoegd tussen de woorden "permanente routes" en de woorden "met een gewestelijke, nationale of internationale bestemming".

Art. 28. In artikel R.III.93 van dezelfde Wetboek worden de woorden "met uitzondering van de delen die betrekking hebben op de openbare weg," ingevoegd voor de woorden "de ontwerper van een permanente route".

Art. 29. In artikel R.III.94, lid 4, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "subsidieaanvraag" vervangen door het woord "vergunningsaanvraag".

Art. 30. In artikel R.III.105, § 3, derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden in de Franse versie de woorden "l'éventuel" vervangen door de woorden "l'éventuelle".

Art. 31. Artikel R.III.106 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. R.III.106. De Minister bepaalt de in artikel D.III.106, lid 1, bedoelde inlichtingen. "

Art. 32. In artikel R.IV.10-1 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1) tussen de woorden "overwogen uitgaven" en de woorden "De minimuminhoud" worden de woorden "die de vorm aannemen van een gedetailleerde raming van deze uitgaven" ingevoegd;

2) in 2° wordt het woord "duidelijke" ingevoegd tussen het woord "deze" en het woord "informatie";

b) punt 3° wordt opgeheven ;

2° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt:

« § 4. De Minister neemt de beslissing over de subsidie en "Tourisme Wallonie" brengt de subsidiebeslissing per gecertificeerde zending ter kennis van de "fédération provinciale du tourisme" binnen een door de Minister vastgestelde termijn.

Blijft het antwoord binnen de opgelegde termijn uit, dan wordt de subsidieaanvraag van ambtswege afgekeurd geacht. ".

Art. 33. In artikel R.IV.12-1, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt punt 5° opgeheven.

Art. 34. In artikel R.IV.15-1, § 2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) tussen de woorden "overwogen uitgaven" en de woorden "De minimuminhoud" worden de woorden "die de vorm aannemen van een gedetailleerde raming van deze uitgaven" ingevoegd;

(2) in 2° wordt het woord "duidende" ingevoegd tussen het woord "deze" en het woord "informatie";

b) punt 3° wordt opgeheven.

Art. 35. In artikel R.IV.15-2, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"De Minister neemt de beslissing over de subsidie en "Tourisme Wallonie" brengt de subsidiebeslissing per gecertificeerde zending ter kennis van de "fédération provinciale du tourisme" binnen een door de Minister vastgestelde termijn". ";

2° lid 3 wordt opgeheven.

Art. 36. In artikel R.IV.16, lid 2, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "bijlage 9" vervangen door de woorden "bijlage 18".

Art. 37. In artikel R.IV.18-2, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt punt 5° opgeheven.

Art. 38. In artikel R.IV.20-1, § 1, 2°, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° onder a) worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in de inleidende zin wordt het woord "kantoren" vervangen door de woorden "administratieve ruimten";

(2) In III. worden de woorden "van informatie" geschrapt;

4° g) wordt vervangen als volgt:

"g) een identificatiebord;"

c) het lid wordt aangevuld met een h), luidend als volgt:

"h) een intern beveiligingssysteem voor de lokalen of een extern beveiligingssysteem voor het gebouw. ";

2° in lid 3 worden de woorden "en alle roerende goederen die uit hoofde van hun functie door bestemming als onroerende goederen kunnen worden beschouwd" opgeheven.

Art. 39. In artikel R.IV.20-2, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

"Het totale bedrag van de in het eerste lid bedoelde subsidies is beperkt tot een maximum van 7.500 euro. ".

Art. 40. In artikel R.IV.21 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt punt 2° opgeheven;

2° in paragraaf 4, lid 2, wordt de zin "Voor de in artikel R.IV.20-1 bedoelde subsidies voegt "Tourisme Wallonie", indien de aanvraag onvolledig is, een volledige lijst van de ontbrekende informatie bij de in lid 1 bedoelde kennisgeving." vervangen door de zin "Tourisme Wallonie" voegt, indien de aanvraag onvolledig is, een volledige lijst van de ontbrekende informatie bij de in lid 1 bedoelde kennisgeving.";

3° paragraaf 5 wordt opgeheven.

Art. 41. In artikel R.IV.22 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "en geeft kennis van zijn beslissing aan de "maison du tourisme, per gecertificeerde zending, " ingevoegd tussen het woord "de subsidie" en het woord "binnen een door de Minister vastgestelde termijn";

b) lid 3 wordt opgeheven.

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"Voor de subsidieaanvragen als bedoeld in artikel R.IV.20-1 waarvan het bedrag hoger is dan 25.000 euro, neemt de Minister de subsidiebeslissing en stelt "Tourisme Wallonie" de "maison du tourisme" hiervan per gecertificeerde zending in kennis binnen een door de Minister vastgestelde termijn. ";

b) lid 3 wordt opgeheven.

3° in paragraaf 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "al dan niet" worden opgeheven;

a) in het eerste lid worden de woorden "en geeft het kennis van zijn beslissing aan de "maison du tourisme, per gecertificeerde zending, " ingevoegd tussen het woord "beslist Tourisme Wallonie" en het woord "binnen een door de Minister vastgestelde termijn";

b) lid 3 wordt opgeheven.

Art. 42. In artikel R.IV.23, § 3, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "§ 2" worden vervangen door de woorden "§ 3";

2° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 43. In artikel R.IV.25 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 5, worden de woorden "D.IV.23, § 2" vervangen door de woorden "R.IV.23, § 2";

2° in paragraaf 6, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

"De subsidie kan worden uitbetaald aan de gecertificeerde "maison du tourisme" of aan een ondergeschikte overheid die een eigendomsrecht of een ander gesplitst zakelijk recht of een concessie heeft met betrekking tot de ruimten waarin de "maison du tourisme" is gehuisvest, met uitzondering van de in artikel R.IV.20-2 bedoelde uitgaven. "

Art. 44. In artikel R.IV.27-1 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) aan het tweede lid van 2° worden de punten g) tot en met i) toegevoegd, luidende als volgt :

"g) de installatie van een receptiebalie ;

"h) een identificatiebord;"

"h) een intern beveiligingssysteem voor de lokalen of een extern beveiligingssysteem voor het gebouw. ";

b) de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De handelingen en werken bedoeld in 1° en 2° zijn van onroerende aard, met inbegrip van de onroerende goederen door oprichting. ";

2° in paragraaf 2 wordt lid 2 opgeheven.

Art. 45. In artikel R.IV.27, § 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het derde lid vervangen door wat volgt:

"Het totale bedrag van de in het eerste lid bedoelde subsidies is beperkt tot een maximum van 7.500 euro. ".

Art. 46. In artikel R.IV.28-2, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt punt 2° opgeheven.

Art. 47. In artikel R.IV.29 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de woorden "en deelt zijn beslissing per gecertificeerde zending mee aan de toeristische dienst" ingevoegd tussen de woorden "van de subsidie" en de woorden "binnen een door de Minister";

b) het derde lid wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"Voor subsidieaanvragen, zoals bedoeld in artikel R.IV.27-1, waarvan het bedrag hoger is dan 25.000 euro, neemt de Minister de beslissing met betrekking tot de subsidie en geeft "Tourisme Wallonie" kennis ervan per gecertificeerde zending aan de toeristische dienst, binnen een door de Minister vastgestelde termijn. ";

b) het derde lid wordt opgeheven;

3° in paragraaf 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de woorden "en deelt zijn beslissing per gecertificeerde zending mee aan de toeristische dienst" ingevoegd tussen de woorden "van de subsidie" en de woorden "binnen een door de Minister";

b) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 48. In artikel R.IV.30 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, 1°, worden de woorden "D.IV.27-1" vervangen door de woorden "R.IV.27-1";

2° in paragraaf 3, worden de woorden "R.IV.20-2" vervangen door de woorden "R.IV.27-2";

3° in paragraaf 3, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 49. In artikel R.IV.32 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4, vierde lid, worden de woorden « R.IV.28-2, § 1, 3° » vervangen door de woorden « R.IV.28-2, § 1, 2° »;

2° in paragraaf 6, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

"De subsidie kan worden uitbetaald aan de gecertificeerde "toeristische dienst" of aan een ondergeschikte overheid die een eigendomsrecht of een ander gesplitst zakelijk recht of een concessie heeft met betrekking tot de ruimten waarin de "toeristische dienst" is gehuisvest, met uitzondering van de in artikel R.IV.27-2 bedoelde uitgaven. "

Art. 50. In artikel R.IV.34 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt opgeheven;

2° in paragraaf 3, wordt punt 7° opgeheven.

Art. 51. In artikel R.IV.36 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt:

"De Minister neemt de beslissing met betrekking tot de subsidie en geeft "Tourisme Wallonie" kennis ervan per gecertificeerde zending aan de toeristische dienst, binnen een door de Minister vastgestelde termijn. ";

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 52. In artikel R.IV.41-2, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden "en deelt zijn beslissing per gecertificeerde zending mee aan het "maison du Tourisme" of aan de toeristische dienst," ingevoegd tussen de woorden "subsidie verleend wordt" en de woorden "binnen een door de Minister";

2° het derde lid wordt opgeheven.

Art. 53. In artikel R.IV.56, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "zoals het onthaalgebouw of de ontvangstruimte, kleedkamers of douches, sanitaire ruimten, rust ruimten en liften," opgeheven.

Art. 54. In artikel R.IV.57, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt punt 2° opgeheven.

Art. 55. In artikel R.IV.58 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de woorden "en deelt zijn beslissing per gecertificeerde zending mee aan de toeristische attractie" ingevoegd tussen de woorden "subsidie wordt toegekend" en de woorden "binnen een door de Minister";

b) lid 3 wordt opgeheven.

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Voor subsidieaanvragen van meer dan 25.000 euro, neemt de Minister de beslissing met betrekking tot de subsidie en geeft "Tourisme Wallonie" kennis ervan per gecertificeerde zending aan de toeristische attractie binnen een door de minister vastgestelde termijn." ;

b) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 56. In artikel R.IV.59 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het vijfde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

i. het woord "liquidées" wordt, in de Franse versie, vervangen door het woord "octroyées";

ii. de woorden "begrotingsjaren voorafgaand aan het begrotingsjaar waarin de aangevraagde subsidie, indien toegekend, vastgelegd zou worden" worden vervangen door de woorden "voorafgaande jaren" ;

b) in het zesde lid van de Franse versie, wordt het woord "liquidée" vervangen door het woord "octroyée";

c) in het zevende lid, worden de woorden "twee jaar na de vastlegging" vervangen door de woorden "drie jaar na de toekenning";

2° in paragraaf 2, negende lid, worden de woorden "twee jaar" vervangen door de woorden "drie jaar".

Art. 57. In artikel R.IV.76 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt punt 1° opgeheven;

2° in paragraaf 3, eerste lid, 10°, worden de woorden "paragraaf 1, 6°" vervangen door de woorden "paragraaf 1, 5°";

3° in paragraaf 5, eerste lid, worden de woorden "R.IV.71-2" vervangen door de woorden "R.IV.75-2";

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidend als volgt:

"§ 7. De begrippen "kosteloosheid" en "geen enkele commerciële exploitatie" bedoeld in artikel D. IV. 76, derde lid, moeten worden uitgelegd in de zin van het ontbreken van een verbod tot exploitatievoorwaarde die de exploitant in staat stelt een aanzienlijke winst te genereren, voor zover dit geen verstoring van de intracommunautaire mededinging binnen de Europese Unie veroorzaakt.

In geval van heffing van een toegangsrecht, concessie of dienstverleningscontract overeenkomstig de wet op de overheidsopdrachten, zijn de daarmee gegenereerde inkomsten bestemd om de kosten van het beheer, het onderhoud en de instandhouding van de investeringen te dekken.

De winst uit deze heffingen mag niet meer bedragen dan tien procent van de omzet van de exploitatiestructuur na verdeling en afsluiting van de jaarrekening. De operator zorgt ervoor dat in zijn boekhouding de ontvangsten uit deze heffingen duidelijk worden gescheiden. ".

Art. 58. Artikel R.IV.77 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"Tourisme Wallonie" analyseert het begrip 'toeristische activiteiten die voornamelijk worden uitgeoefend in een geografisch gebied dat verder reikt dan de gemeente waar de aanvrager is gevestigd', rekening houdend met de specifieke aard van de ondernomen acties en de toeristische dimensie van het betrokken gebied.

Voor een vereniging zonder winstoogmerk die toeristische activiteiten uitoefent op een grondgebied dat groter is dan dat van de gemeente waar zij is gevestigd, mogen de toeristische investeringen waarvoor een subsidie wordt aangevraagd, uitsluitend of hoofdzakelijk plaatsvinden op het grondgebied van de gemeente waar de aanvrager is gevestigd. ".

Art. 59. In artikel R.IV.78 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de woorden "en deelt zijn beslissing per gecertificeerde zending mee aan de aanvrager" ingevoegd tussen de woorden "subsidie wordt toegekend" en de woorden "binnen een door de Minister";

b) lid 3 wordt opgeheven.

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Voor subsidieaanvragen van meer dan 25.000 euro, neemt de Minister de beslissing met betrekking tot de subsidie en geeft "Tourisme Wallonie" kennis ervan per gecertificeerde zending aan de aanvrager binnen een door de minister vastgestelde termijn. ";

b) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 60. In artikel R.IV.79, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "D.IV.71" vervangen door de woorden "D.IV.74".

Art. 61. In artikel R.IV.84, § 2, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende de wijzigingen aangebracht:

1° in 3° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de inleidende zin wordt vervangen als volgt:

"toelichtingen op het voorwerp van de voorgenomen uitgaven of investeringen;"

b) de punten a) tot c) worden opgeheven;

2° de nummers 5° en 6° worden opgeheven.

Art. 62. In artikel R.IV.85 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de woorden "en deelt zijn beslissing per gecertificeerde zending mee aan de aanvrager" ingevoegd tussen de woorden "subsidie wordt toegekend" en de woorden "binnen een door de Minister";

b) in het tweede lid, worden de woorden "binnen de opgelegde termijn" ingevoegd tussen de woorden "door "Tourisme Wallonie" en de woorden "wordt de aanvraag geacht".

b) het derde lid wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Voor subsidieaanvragen van meer dan 25.000 euro, neemt de Minister de beslissing met betrekking tot de subsidie en geeft "Tourisme Wallonie" kennis ervan per gecertificeerde zending aan de aanvrager binnen een door de minister vastgestelde termijn. "

b) het derde lid wordt opgeheven.

Art. 63. In artikel R.IV.86-1 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin, worden de woorden "artikel D.IV.79" vervangen door de woorden "artikel D.IV.83";

b) in 2°, worden de woorden "en op voorwaarde dat "Tourisme Wallonie" de subsidies die vroeger voor toeristische logies bestemd waren, definitief heeft vereffend" opgeheven;

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

"De subsidieaanvraag wordt ingediend op voorwaarde dat "Tourisme Wallonie" de subsidies die vroeger voor het toeristische logies bestemd waren, definitief heeft vereffend.

De termijnen van drie en vijf jaar bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, houden geen rekening met verblijfssubsidies die krachtens het vorige Wetboek zijn toegekend. "

Art. 64. In artikel R.IV.86-2, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "waarop de facturen voor de investeringsprojecten bedoeld in artikel R.IV.83 van dit decreet betrekking hebben" worden vervangen door de woorden "waarop de offertes en ramingen voor de investeringsprojecten bedoeld in artikel R.IV.83 van dit decreet betrekking hebben";

2° de woorden "voor toeristische hotels" worden opgeheven.

Art. 65. In artikel R.IV.86-4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "liquidées" wordt, in de Franse versie, vervangen door het woord "octroyées";

b) de woorden "in de loop van de drie begrotingsjaren voorafgaand aan het begrotingsjaar waarin de aangevraagde subsidie, indien toegekend, vastgelegd zou worden" worden vervangen door de woorden "in de loop van de drie vorige jaren";

2° in het vierde lid, van de Franse versie, wordt het woord "liquidée" vervangen door het woord "octroyée";

3° in het vijfde lid, worden de woorden "twee jaar na de vastlegging" vervangen door de woorden "drie jaar na de toekenning".

Art. 66. In artikel R.IV.88, § 4, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt punt 3° opgeheven.

Art. 67. In Boek 4, Titel 5, hoofdstuk 2, afdeling 1 van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel R.IV.90 ingevoegd luidend als volgt:

"Art. R.IV.90. Komen in aanmerking voor subsidie:

1° de werkzaamheden en aankopen die de preventiedienst van de territoriaal bevoegde hulpverleningszone vereist om de kampplaats in overeenstemming te brengen met de brandveiligheidsnormen;

2° de onroerende werkzaamheden en aankopen bedoeld voor keuken en toiletten;

3° de aankoop van grote huishoudtoestellen en meubilair voor essentieel gebruik van de keuken;

4° de aankoop van sanitair materiaal;

De Minister kan de uitgaven bedoeld in het eerste lid nader bepalen."

Art. 68. In artikel R.IV.91 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in de inleidende zin, worden de woorden "artikel D.IV.89" vervangen door de woorden "artikel D.IV.89, § 1";
- b) in punt 2°, worden de woorden "het dossier bedoeld in artikel R.IV.88, §§ 2 en 3 voor" vervangen door de woorden "de elementen bedoeld in paragraaf 3";

2° in § 3, lid 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° toelichtingen op het voorwerp van de voorgenomen uitgaven of investeringen;"

b) punt 5° wordt opgeheven.

Art. 69. In artikel R.IV.92 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Tourisme Wallonie" beslist of de subsidie verleend wordt en brengt de aanvrager op de hoogte van het subsidiebesluit, per aangetekende brief, binnen een door de minister vastgestelde termijn";

in het tweede lid worden de woorden "binnen de voorgeschreven termijn," ingevoegd tussen de woorden "Tourisme Wallonie" en de woorden "wordt de aanvraag";

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 70. In artikel R.IV.93, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "D.IV.84" vervangen door de woorden "R.IV.90".

Art. 71. In artikel R.IV.103, § 1, eerste lid, 4°, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "D.IV.98" vervangen door de woorden "D.IV.102".

Art. 72. In artikel R.IV.104, § 1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1° worden de woorden "bedoeld in artikel R.III.48-1" vervangen door de woorden "opgenomen in bijlage 5";

2° punt 2° wordt opgeheven.

Art. 73. In artikel R.IV.106, § 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het tweede lid vervangen als volgt:

"Bij de berekening per bed wordt rekening gehouden met alle in artikel R.IV.103, paragraaf 1, eerste lid, 1° tot en met 4° en 7°, bedoelde kosten en erelonen van de architect, met uitzondering van andere in artikel R.IV.103, paragraaf 1, eerste lid, 6°, bedoelde erelonen."

Art. 74. In artikel R.IV.107-1 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in het eerste lid worden de woorden "en brengt de aanvrager op de hoogte van het subsidiebesluit, per aangetekende brief," ingevoegd tussen het woord "toegekend" en het woord "binnen";

in het tweede lid, worden de woorden "binnen de voorgeschreven termijn" ingevoegd tussen de woorden "Tourisme Wallonie" en de woorden "wordt de aanvraag";

het derde lid wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Voor subsidieaanvragen van meer dan 25.000 euro neemt de minister het subsidiebesluit en "Tourisme Wallonie" brengt de aanvrager daarvan op de hoogte, per aangetekende brief, binnen een door de minister vastgestelde termijn.";

in het tweede lid worden de woorden "binnen de voorgeschreven termijn" ingevoegd tussen de woorden "Tourisme Wallonie" en de woorden "wordt de aanvraag";

het derde lid wordt opgeheven.

Art. 75. In artikel R.IV.122, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "permanente" ingevoegd tussen het woord "en" en het woord "toegestane".

Art. 76. Artikel R.IV.123. van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven.

Art. 77. In artikel R.IV.124 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in het eerste lid worden de woorden "en brengt de aanvrager op de hoogte van het subsidiebesluit, per aangetekende brief," ingevoegd tussen het woord "toegekend" en het woord "binnen";

in het tweede lid worden de woorden "binnen de voorgeschreven termijn" ingevoegd tussen de woorden "is genomen" en de woorden "wordt de subsidieaanvraag";

het derde lid wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

"Voor subsidieaanvragen van meer dan 25.000 euro neemt de minister het subsidiebesluit en "Tourisme Wallonie" brengt de aanvrager daarvan op de hoogte, per aangetekende brief, binnen een door de minister vastgestelde termijn.";

in het tweede lid worden de woorden "binnen de voorgeschreven termijn" ingevoegd tussen de woorden "is genomen" en de woorden "wordt de subsidieaanvraag";

het derde lid wordt opgeheven.

Art. 78. In Boek 4, Titel 7, hoofdstuk 3, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel R.IV.124-2 ingevoegd luidend als volgt:

"Art. R.IV.124-2. § 1. De subsidies worden toegekend voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn:

1° de uitgaven of investeringen die vallen onder een subsidieaanvraag mogen niet eerder beginnen dan de datum waarop de aanvraag wordt ingediend, met uitzondering van architectendiensten en uitgaven voor bijstand bij het bouwheerschap in verband met het onwterp en de opvolging van het project;

2° permanente reisroutes en reisproducten moeten worden toegestaan;

3° de aanvraag moet worden ingediend uiterlijk één jaar nadat de vergunning is verleend.

4° in het geval van een subsidieaanvraag voor een vast reisproduct, moeten de voorzieningen zich op overheidspercelen bevinden.

De voorwaarden voor de vergunning moeten worden voldaan bij de toekenning van de subsidie.

"Tourisme Wallonie" behoudt zich het recht voor om de bijwerking te vragen van bepaalde informatie die is opgenomen in de vergunning.

§ 2. Alle subsidieaanvragen moeten worden ingediend door de daartoe gemachtigde persoon en dienen te worden opgestuurd naar "Tourisme Wallonie", samen met de vereiste informatie.

§ 3. De subsidieaanvraag voor de permanente routes wordt als volledig beschouwd als deze ten minste het volgende bevat:

1° het dienovereenkomstig subsidieformulier;

2° toelichtingen op:

a) het voorwerp van de voorgenomen uitgave of investering;

b) het einddoel van de overwogen uitgaven of investeringen;

c) het belang of de wenselijkheid voor het toerisme van de geplande uitgaven of investeringen;

d) informatie met betrekking tot de vergunning van de permanente route, inclusief een kaart met de locatie van de bakens en het vergunningsnummer van de route.

3° een gedetailleerde raming van de geplande uitgaven of investeringen en, in voorkomend geval, de bestekken van de overheidsopdrachten;

4° een planning voor het uitvoeren van de uitgaven of investeringen;

§ 4. De subsidieaanvraag voor de reisproducten wordt als volledig beschouwd als deze ten minste het volgende bevat:

1° het dienovereenkomstig subsidieformulier;

2° toelichtingen op:

a) het voorwerp van de voorgenomen uitgave of investering;

b) het einddoel van de overwogen uitgaven of investeringen;

c) het belang of de wenselijkheid voor het toerisme van de geplande uitgaven of investeringen.

d) informatie met betrekking tot de vergunning van de permanente route, inclusief een kaart met de locatie van de bakens.

3° een gedetailleerde raming van de geplande uitgaven of investeringen en, in voorkomend geval, het bestek of de bestekken van de overheidsopdracht(en);

4° een planning voor het uitvoeren van de uitgaven of investeringen;

5° het bewijs van het openbare karakter van het perceel waarop de uitrusting zal worden geïnstalleerd;

6° de goedkeuring van de beslissingsorganen voor de geplande investeringen en hun verbintenis om ze uit te voeren;

§ 5. De minimuminhoud van deze informatie, bedoeld in paragraaf 3, 2° en paragraaf 4, 2°, alsook de minimuminhoud van de raming, vermeld in paragraaf 3, 3° en paragraaf 4, 4°, kunnen nader bepaald worden door de Minister.

De Minister kan de lijst van de in paragraaf 3, 1° tot en met 4° en in paragraaf 4, 1° tot en met 6° bedoelde documenten die bij de aanvraag moet worden verstrekt, specificeren of aanvullen.

§ 6. Op verzoek van "Tourisme Wallonie" stelt de aanvrager de vereiste documenten voor overheidsopdrachten, vergunningen en machtigingen op, ten laatste bij de eerste uitbetaling van de subsidie.

§ 7. "Tourisme Wallonie" behoudt zich het recht voor om op elk moment te vragen om de informatie in het vergunningsdossier bij te werken.

§ 8. "Tourisme Wallonie" geeft aan de aanvrager, bij een gecertificeerde zending, binnen de dertig dagen van de ontvangst van de aanvraag, kennis van de ontvankelijkheid en de volledigheid van de aanvraag.

Als de aanvraag onvolledig is, voegt "Tourisme Wallonie" een volledige lijst van de ontbrekende informatie bij de kennisgeving bepaald in lid 1.

"Tourisme Wallonie" bepaalt de termijn voor de ontvangst van de ontbrekende stukken, die niet langer mag zijn dan honderdtwintig dagen. "Tourisme Wallonie" kan beslissen om de termijn te verlengen in geval van omstandigheden buiten de wil om van de aanvrager voor het voorleggen van de ontbrekende stukken.

De aanvrager deelt "Tourisme Wallonie" de ontbrekende informatie mee binnen de in lid 3 bedoelde termijn. Zoniet wordt de aanvraag geacht nietig te zijn.

"Tourisme Wallonie" zal de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de ontbrekende informatie laten weten of de aanvraag volledig is of niet."

Art. 79. In artikel R.IV.128 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt:

“7° kosten met betrekking tot de website die rechtstreeks verband houden met de promotie van het evenement.”;

2° in paragraaf 2 wordt een lid vóór het eerste lid ingevoegd, luidend als volgt:

“Transport-, verblijf- en restaurantkosten zijn uitgesloten van de bedoelde in paragraaf 1, 3°, uitgaven.”.

Art. 80. In artikel R.IV.130, § 1, 1°, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord “begunstigde” vervangen door het woord “aanvrager”.

Art. 81. In artikel R.IV.132, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt:

“De Minister neemt het subsidiebesluit en “Tourisme Wallonie” brengt de aanvrager daarvan op de hoogte, per aangetekende brief, binnen een door de Minister vastgestelde termijn.”;

2° het derde lid wordt opgeheven;

3° in lid 6 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord “voor” wordt vervangen door de woorden “toegekend aan”;

b) de woorden “drie begrotingsjaren voorafgaand aan het begrotingsjaar waarin de aangevraagde subsidie, indien toegekend, vastgelegd zou worden” worden vervangen door de woorden “drie vorige jaren”;

4° in lid 7 wordt het woord “toegekend” ingevoegd tussen het woord “het” en het woord “subsidiebedrag” en de woorden “lid 5 en het bedrag bepaald overeenkomstig lid 6 niet overschrijden” worden vervangen door de woorden “lid 3 en het bedrag bepaald overeenkomstig lid 4 niet overschrijden”;

5° in lid 8 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “lid 2” worden vervangen door de woorden “lid 3”;

b) de woorden “twee jaar na de vastlegging” worden vervangen door de woorden “drie jaar na de toekenning”.

Art. 82. In artikel R.IV.135-1 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Met betrekking tot het eerste lid, 2°, indien de subsidie bedoeld in de artikelen D.IV.19 en D.IV.26 wordt toegekend aan een “maison du Tourisme” of een toeristische dienst opgericht in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, kan een ondergeschikte overheid hoofdelijk en ondeelbaar de waarborg vormen.”;

2° in paragraaf 2 wordt het woord “operator” vervangen door het woord “subsidiegerechtigde”.

Art. 83. In het tweede artikel R.V.3-2, § 1, tweede lid, inleidende zin, wordt het woord “agents”, in de Franse versie, vervangen door het woord “fonctionnaires”.

Art. 84. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2025.

Art. 85. Artikel 4 van het besluit van 16 mei 2024 tot uitvoering van het Waalse Toerismewetboek, het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 november 2024, wordt als volgt gewijzigd: de woorden “met uitzondering van artikelen R.IV.23, § 1, tweede lid, 1°, R.IV.30, § 1, tweede lid, 1°, R.IV.59, § 1, tweede lid, 3°, § 2, tweede lid, 3°, R.IV.79, § 1, derde lid, en R.IV.86-3, § 2, eerste lid, 1°, die na die datum in werking zullen getreden” worden ingevoegd na de woorden “treden in werking op 1 juli 2025.”.

Art. 86. De Minister bevoegd voor Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 mei 2025.

Voor de Regering:

De Minister-President en Minister van Begroting, Financiën, Onderzoek en Dierenwelzijn,
A. DOLIMONT

De Minister van Toerisme, Erfgoed en Kinderopvangbeleid,
V. LESCRENIER